

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALPROD

4, allée des tilleuls
La Gare
43220 Riotord

Références : UID4243-EAR-23-256

Code AIOT : 0005601394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2023 dans l'établissement ALPROD implanté 4, allée des tilleuls La Gare 43220 Riotord. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPROD
- 4, allée des tilleuls La Gare 43220 Riotord
- Code AIOT : 0005601394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALPROD exerce des activités de sacherie et d'impression sur plastique et papier
Elle utilise des encres à eau depuis 2010.

Depuis la dernière inspection, en 2015, elle a cessé son activité d'extrusion et a commencé des

nouvelles activités de stockage et transformation de papier.
L'entreprise fonctionne en 3*8 avec 46 employés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- bruit
- rétentions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rétentions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 9.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 1.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Les produits chimiques liquides ne sont pas sur rétention.
- Un hangar de stockage non déclaré est utilisé pour stocker des bobines de papier.
- De nouvelles activités non déclarées

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les installations sont maintenues propres et entretenues en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats : L'entreprise est toute en longueur, entre l'allée des tilleuls et la forêt. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
Constats : Les stockages de produits chimiques éparpillés dans l'entreprise près des imprimeuses ne sont pas placés sur rétention. Les encres et vernis, situés dans le local de stockage ne sont pas sur rétention. Les colles liquides sont stockées sans rétentions dans l'atelier d'imprimerie des papiers.
Observations : <u>Non conformité</u> Tous les produits chimiques liquides devront être placés sur rétentions dans un délai de 1 mois. Un justificatif sera envoyé à l'inspection. En l'absence de respect des délais, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 9.2.3 - AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES</p> <p>L'exploitant fera réaliser tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement, pendant une période de fonctionnement normal des installations, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures, qui se feront aux emplacements indiqués sur le plan joint au présent arrêté, devront permettre d'apprécier le respect des valeurs limites d'émergence fixées ci-dessus. L'organisme chargé d'effectuer ces contrôles devra spécifier dans son rapport d'analyse les conditions de fonctionnement, au cours des mesures, des installations susceptibles d'être à l'origine des principales émissions sonores.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune mesure de bruit n'a été réalisé depuis la demande d'autorisation de juillet 2017.</p>
<p>Observations : <u>Non-conformité</u></p> <p>L'exploitant fera réaliser une mesure des niveaux d'émission sonore comme décrit au-dessus dans un délai de 3 mois.</p> <p>Le rapport sera envoyé à l'inspection.</p> <p>Puis des analyses devront être réalisées tous les 3 ans.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2008, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative, porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : Les activités du site ont évolué: - l'activité d'extrusion n'existe plus; - 2 nouvelles activités non déclarées sont réalisées sur le site : le stockage et la transformation de papier/cartons. Le stockage de papier est réalisé dans un hangar métallique de 3000m ² ajouté après le dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en 2007. Il contient environ 1500 bobines de papier. Le stockage serait de plus de 1000m ³ . Tous les extincteurs placés dans le hangar ne sont pas accessibles. Le hangar est encombré, les stockages sont placés à moins de 1m des parois, et la hauteur des piles de bobines ne semble pas réglementaire.
Observations : <u>Non-conformité</u> L'exploitant doit déclarer la cessation d'activité partielle et procéder aux diligences prévues par les articles R.512-46-24 et suivants concernant l'activité d'extrusion. Le stockage de papier étant de plus de 1000m ³ , l'exploitant devra se conformer à l'arrêté du 30/09/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous 1 mois et envoyer un justificatif à l'inspection. En l'absence de respect des délais, il pourra être proposé à Monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure). Sous un délai de 6 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un dossier décrivant les modifications apportées aux conditions d'exploitations. Ce dossier devra au minimum permettre de justifier les éléments suivants : - mise à jour de la liste installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ; - positionnement vis à vis des rubriques 1510 et 1978 ; - plans des stockages actualisés ; - modélisation des flux thermiques et des fumées toxiques (identification des substances et dispersion des fumées au sol et en hauteur sur 60m) émis en cas d'incendie pour tous les stockages réalisés sur site à l'aide de l'outil "Flumilog" : le flux thermique de 3 KW/m ² devra être contenu à l'intérieur des limites de propriété. A défaut, l'exploitant déplacera ces installations sous un délai de 6 mois afin de respecter cet objectif. En l'absence de respect des délais, il pourra être proposé à Monsieur le préfet de la Haute-Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

